

Gestion multi-usages, socialement et écologiquement durable des écosystèmes forestiers nigériens



Aboubacar ICHAOU et Régis PELTIER,

Colloque international sur la « gestion des ressources forestières des
territoires périurbains et changement climatique »
Niamey (Niger) du 31 octobre au 2 novembre 2017

Introduction

Les formations forestières du Niger sont soumises à de nombreuses contraintes qui mettent en péril leur pérennité.

Les causes ont été identifiées de longue date, à savoir :

- les problèmes climatiques (sécheresses),
- les facteurs humains (les défrichements anarchiques de l'agriculture
- le surpâturage et les prélèvements incontrôlés du bois pour les besoins du milieu rural et urbain

Premières tentatives pour lutter contre la dégradation des RN

Les aménagements de massifs forestiers, réalisés jusqu'aux années 1980 au Niger, visaient surtout à adapter le prélèvement à la productivité en bois-énergie.



Ces aménagements ne furent respectés ni par la population qui continua de récolter du bois et des produits forestiers non-ligneux (PFNL) dans les forêts situées autour de leurs villages et d'y faire pâturer le bétail, ni par les acteurs de la filière bois-énergie, administration y comprise.

Une évolution vers la foresterie communautaire

A partir des années 1990, les aménagements furent ciblés au niveau des terroirs villageois,



avec une connaissance plus fine des écosystèmes...

... et la participation Active des populations

De 1991 à 1998,
des forêts
villageoises ont été
délimitées,
inventoriées puis
aménagées par
l'administration
forestière appuyée
par plusieurs
projets, notamment
le projet Energie II
(PE2).



Les membres des SLG se sont engagés à respecter les limites et des normes d'exploitation du bois (quota, espèces exploitables, diamètres minimum et parcellaires)

Ces forêts villageoises étaient beaucoup plus petites que les massifs autrefois aménagés par les coopératives et leur délimitation se basait, chaque fois que possible, sur les limites traditionnelles des territoires villageois.

Les parcelles devaient être situées à l'intérieur d'un cercle d'environ 5 à 10 km du village, afin d'être accessibles quotidiennement.

L'organisation des limites des zones aménagées se trouvait profondément modifiée par rapport aux anciens aménagements



- La SLG était chargée de commercialiser le bois pour le compte de ses membres et de surveiller les pratiques d'exploitation.
- Les bûcherons devaient exploiter le bois au sein de la forêt délimitée, le rassembler sur un point de vente et l'arranger en stères pour qu'il soit vendu aux commerçants transporteurs.
- Ces derniers devaient acheter le bois à ces points de vente et négocier le prix avec le gestionnaire du MR.



- L'ordonnance 92-037 a modifié le système de taxes sur le commerce de bois énergie.
- La taxe sur le commerce et le transport de bois est prélevée à la source par le gestionnaire du MR.
- Les bénéfices de cette taxe sont répartis entre la SLG, la commune, le trésor public et l'administration forestière (Mahamane et Montagne, 1997).



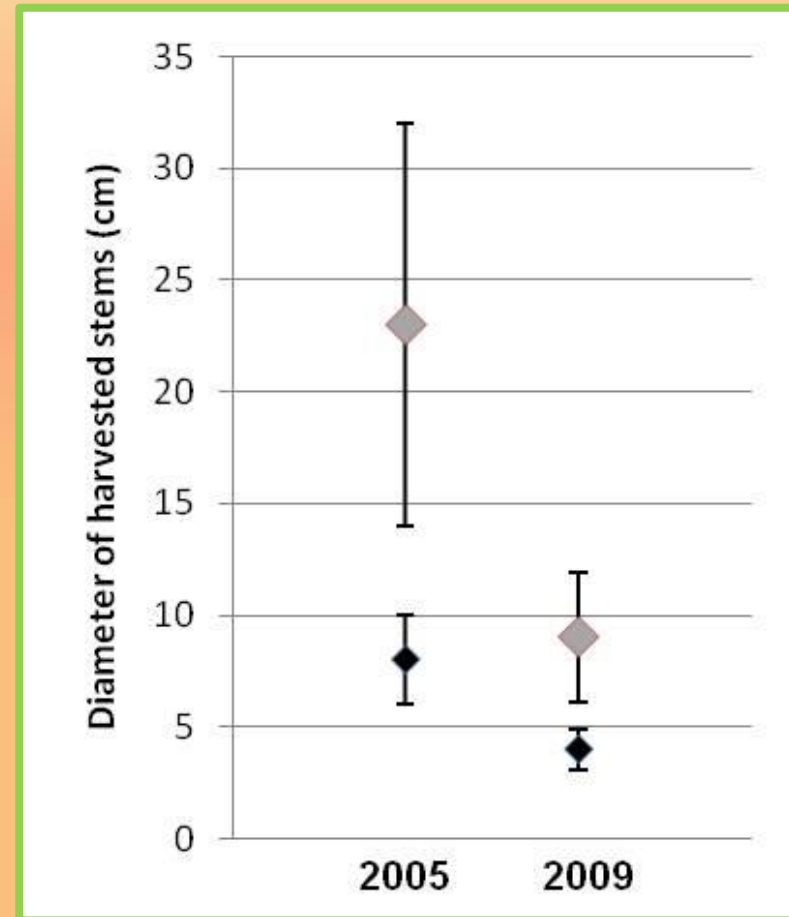
En 2007 et 2009, une évaluation de deux marchés ruraux créés en 1993

- Seize et quatorze ans après la création de deux MR, **un inventaire a été réalisé dans leurs forêts et des enquêtes réalisées auprès des populations** qu'elles soient ou non impliquées au bûcheronnage.
- L'étude est basée sur un MR « orienté » situé dans la zone de Ñinpelima et des MRs « contrôlés » situés dans la zone de Tientiergou. Ces villages sont dans le sud-ouest du Niger, respectivement dans les communes de Torodi et Say, département de Say.



Des résultats qui montrent un certain appauvrissement de la ressource arborée

La comparaison des résultats d'inventaire avec les précédents, montrent une diminution du diamètre moyen des tiges et la raréfaction de certaines espèces, comme *Combretum nigricans* au profit d'espèces ayant une meilleure faculté de régénération après coupe, en particulier par voie végétative, comme *Guiera senegalensis* et *C. micranthum*.



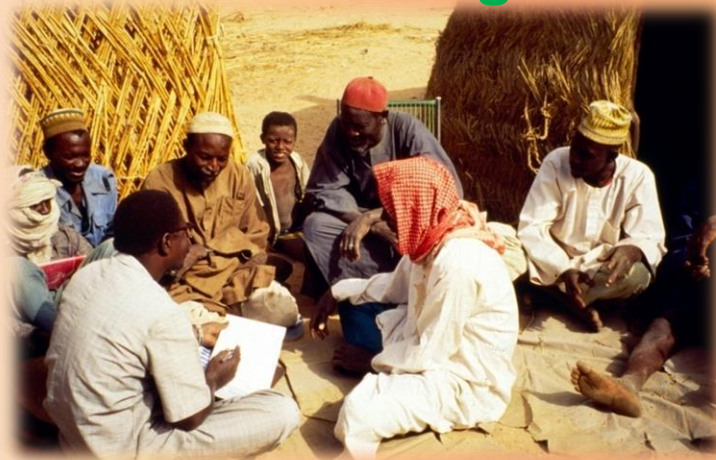
Par ailleurs, les enquêtes montrent que les normes d'exploitation ont été mal respectées et les caisses souvent détournées.

Mais un impact positif sur les revenus des villageois

Tous les bûcherons interrogés estiment que **la création des MR a amélioré leurs revenus** et a contribué à leur maintien au village et au bien-être de leur famille, en particulier en années déficitaires en céréales.

Les acteurs locaux développent des **alternatives à l'exploitation du bois** (plantations de fruitiers, associations pour l'exploitation de PFNL) qui bénéficient d'une part, des revenus issus de l'exploitation du bois et d'autre part, des apprentissages de gestion collective des filières.

► **Il y a eu clairement appropriation de la démarche de décentralisation et de gestion locale des ressources naturelles**



Les méthodes d'exploitation et de régénération restent cependant à confirmer

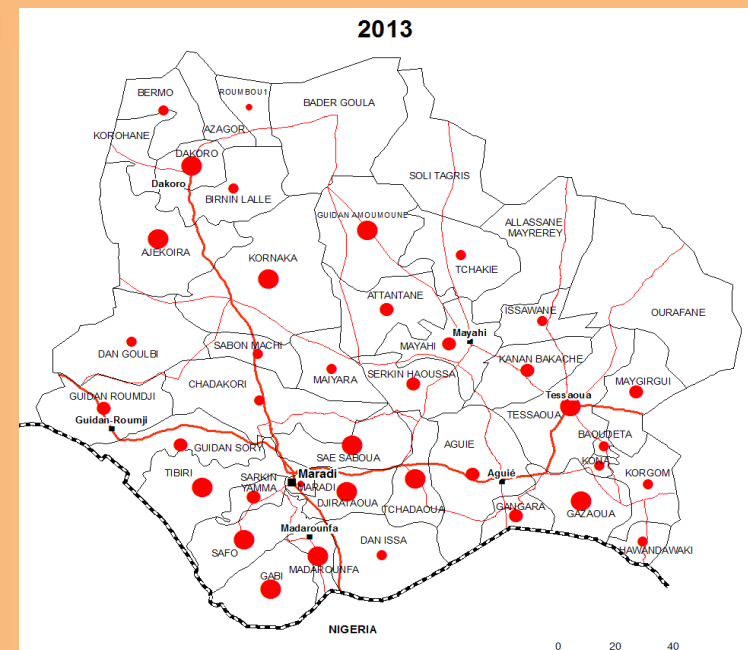
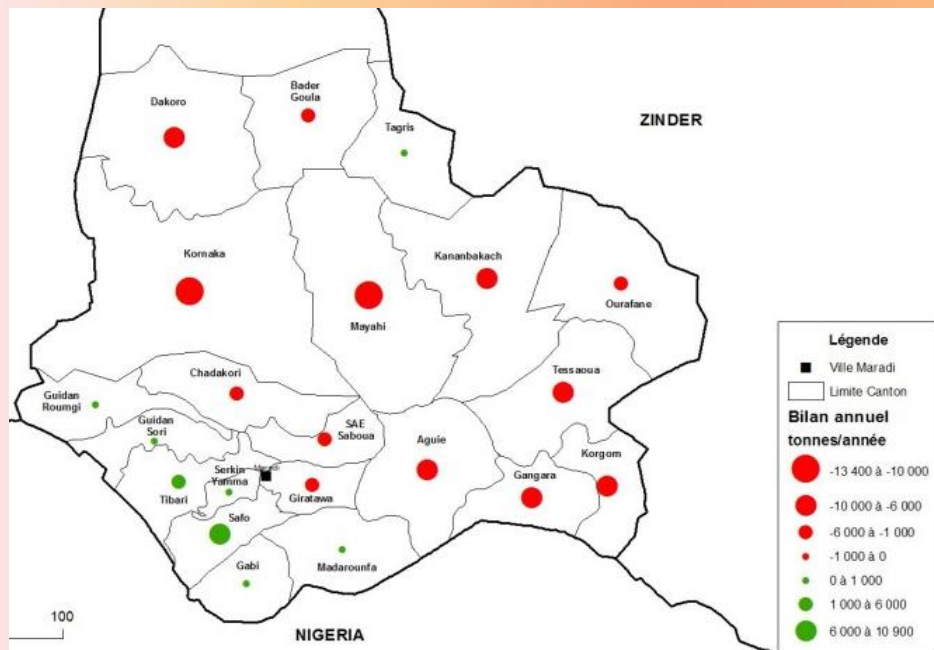


Les Schémas Directeurs d'Approvisionnement en bois-énergie (SDABE), ont été réalisés dans les années 1990

- Les SDABE, outils de planification de l'exploitation ligneuse pour l'approvisionnement en combustibles ligneux de Niamey, Maradi et Zinder au Niger, ont été réalisés en 1991 et 1993.
- Ils ont permis par évaluation des bilans (production annuelle ligneuse, moins exportation vers les villes, moins consommation des ruraux) de caractériser chaque canton.
- Lorsque les bilans étaient négatifs, des politiques d'exploitation restrictives ont été mises en place.
- Dans le cas contraire, des politiques de gestion communautaire ont été initiées.

De 2013 à 2017, une réactualisation des SDABE

Plus de vingt ans après, on constate que la consommation en B-E de Niamey, de Zinder & de Maradi a fortement augmenté, du fait de l'accroissement de la population urbaine et du relatif échec des politiques d'économie et de substitution.



**Les forêts aménagées se sont moins dégradées
que les autres**

- **La majorité des forêts naturelles ont vu leur surface et leur disponibilité en biomasse diminuer.**
- **Mais, dans la forêt de Baban-Rafi, au sud de la ville de Maradi, on a pu relever que les zones aménagées depuis 20 ans par la création de marchés ruraux de bois se sont relativement moins dégradées que les autres.**

Le prix du bois augmente, ce qui permet une lente transition énergétique

- La multiplication par 4 en 20 ans du coût du bois à la production (passé de 1,9 FCFA/kg à 7,2 FCFA/kg) et le fait que le Niger soit maintenant producteur de GPL rend ce dernier concurrentiel pour les ménages urbains.
- Le **cout de l'énergie domestique** est de 27.195 FCFA / personne /an pour un foyer traditionnel à **bois**,
- Mais de 10.997 pour un foyer **GPL**



Le bois-énergie provient de moins en moins des forêts et de plus en plus des espaces cultivés

- La densité des arbres dans les champs a augmenté du fait d'une **politique de Régénération naturelle Assistée (RNA)** soutenue par l'Etat (DGEEF), la recherche (INRAN-Cirad) et les ONG.
- Par contre, les forêts de bas-fonds ont été massivement défrichées pour les cultures de contre-saison, au dépens de l'élevage et de l'environnement.



Le programme National Energie Domestique (PNED)

Les propositions du PNED Niger associent :

- gestion durable des formations forestières,
- substitution GPL ou charbon minéral et
- économies d'énergie par le développement de foyers améliorés à usage urbain ou rural,

Elles participent à la sauvegarde des formations forestières

Pour l'avenir, quelle articulation entre foresterie villageoise et foresterie communale

Depuis la promulgation de l'ordonnance N° 2009-16 / PRN, du 22/09/2009, portant composition et délimitation des communes (R. du Niger, 2011),

le fonctionnement pratique des MR se trouve modifié, en particulier pour le paiement des taxes.

La démarche actuelle du projet FONABES est d'appuyer la gestion forestière au niveau communal.

Cette démarche est trop récente pour pouvoir tirer des enseignements concernant son fonctionnement.

Nos espoirs (1)

L'appui de la gestion forestière au niveau communal **doit permettre de concilier l'efficacité de la gestion forestière au niveau villageois, avec la prise en compte d'intérêts écologiques et sociaux à des niveaux plus vastes,**

par exemple, en préservant des couloirs pour les déplacements, l'abreuvement et le pâturage de la faune et du bétail.

Il est également souhaitable de **mieux tenir compte de la multifonctionnalité des forêts,**

par exemple en prenant mieux en compte la récolte de PFNL, en particulier de la gomme et des fibres (feuilles de doum, etc.) par les populations.

Nos espoirs (2)

il est indispensable de prendre en compte la complémentarité de la production et des fonctions des arbres en forêt et hors forêt (systèmes agroforestiers).

Il est en effet prouvé que la présence d'arbre dans les espaces anthropisés, agricoles et pastoraux, augmente leur résilience face aux changements climatiques (adaptation aux CC).

Nos espoirs (3)

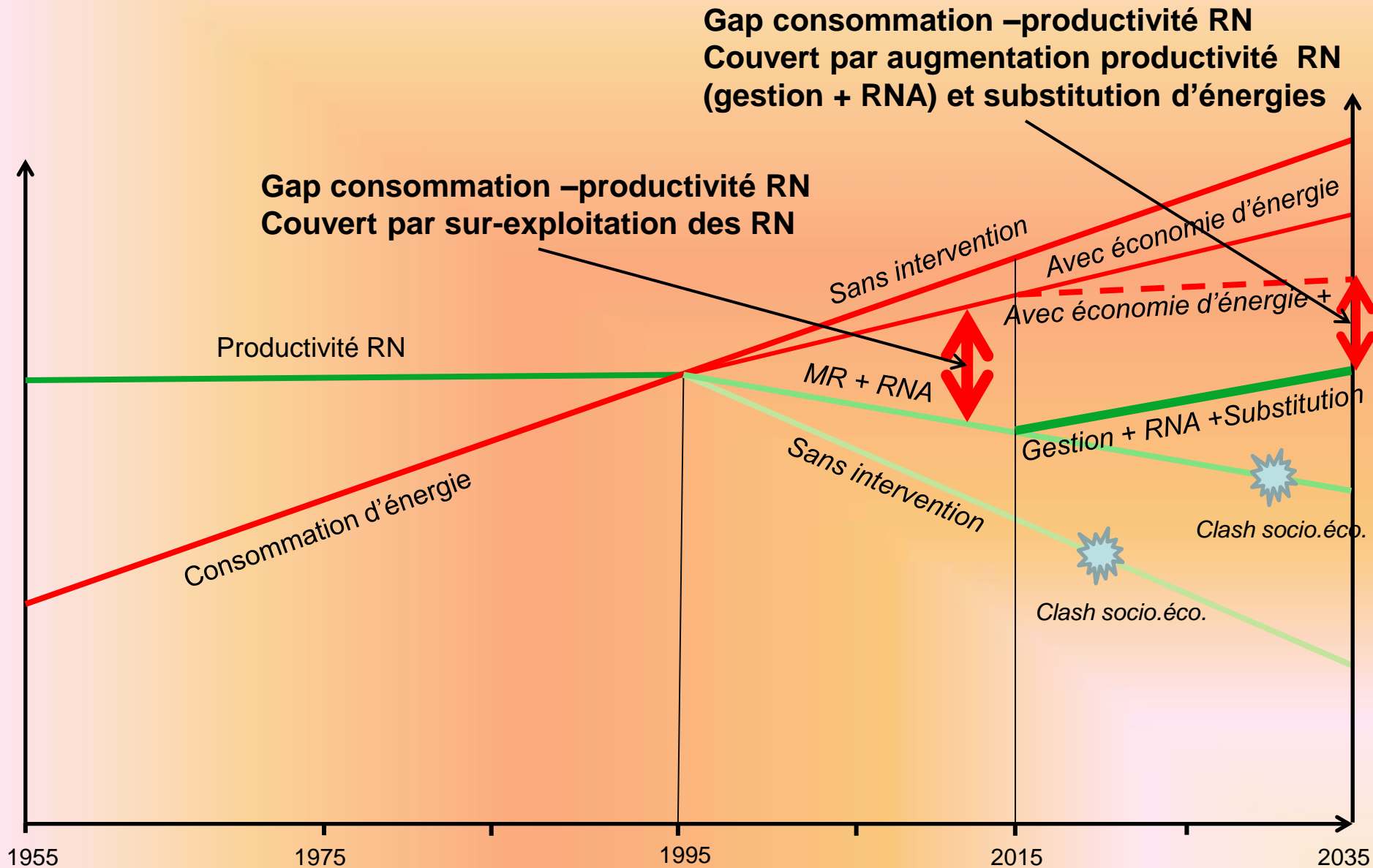
- Le maintien d'une grande biomasse d'arbres dans les paysages (forêts et agroforêts) permettra de stocker du carbone
- Le maintien de l'utilisation de bois-énergie pour couvrir une part significative des besoins du pays en énergie domestique, contribuera efficacement à lutter contre les changements climatiques.

Nos espoirs (4)

Nous souhaitons donc la poursuite et la réussite des actions de recherche et de développement menées par le Niger depuis plus de 30 ans dans les domaines de :

- La foresterie communautaire villageoise,
- La décentralisation de la gestion des RN,
- L'enrichissement des systèmes agroforestiers,
- La préservation des zones sylvo-pastorales à haute valeur écologique (en particulier les forêts de bas-fonds),
- Les économies d'énergie et le développement progressif d'énergies domestiques alternatives au bois.

Notre vision dans un graphique





Merci

